



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Contre Macron et son grand blabla ce qu'il faut, c'est s'y mettre toutes et tous ensemble !

BULLETIN NPA PSA POISSY

18 AVRIL 201

Le malheureux incendie de Notre-Dame aura au moins servi à une personne : Macron a trouvé là une bonne excuse pour reporter sa déclaration sur la restitution du « Grand Débat »... Car les fuites montrent l'ampleur de la supercherie : Le Monde a révélé que "plus de la moitié des textes rédigés comportent moins de dix mots", certains contributeurs ayant copié-collé des dizaines voire des centaines de fois leurs « contributions ».

Les analystes ont montré que le gouvernement a considérablement grossi le nombre réel des participants ; et la moitié des « contributions libres » n'ont pas été analysées ! Pour les autres, on imagine l'objectivité de « l'analyse » de ce gouvernement...

Que pourrait-on attendre d'un gouvernement qui depuis 5 mois réprime férocement les milliers de personnes qui manifestent chaque samedi, avec des flics armés de canons à eau, blindés, grenades et LBD... comme il l'avait fait en décembre contre les milliers de lycéens et lycéennes qui avaient osé manifester contre la réforme du lycée et du bac ? Qu'attendre d'un gouvernement qui, depuis son arrivée au pouvoir, n'a eu qu'une politique au service des patrons et des plus riches : suppression de l'ISF, loi Travail, sélection à l'entrée de l'université, casse de l'éducation... D'ailleurs, Edouard Philippe a d'ores et déjà prévenu qu'il y aura des « déçus » : soyons certainEs que ces déçuEs ne seront pas les patrons du CAC 40 !

NOUS N'EN POUVONS PLUS !

« Grand débat » ou pas, pour nous, rien n'a changé ! Les salaires sont toujours aussi bas, les patrons continuent à se gaver et les attaques continuent à pleuvoir : suppression de 120 000 emplois dans la Fonction Publique d'ici 2021, nouvelle réforme des retraites pour baisser encore les pensions et nous faire bosser toujours plus longtemps, lois Blanquer qui vont encore aggraver les conditions de travail dans les écoles, les collèges et les lycées, et vont encore plus faire galérer les jeunes...

Face à cette avalanche, depuis 5 mois,

malgré les blessés, malgré les arrestations, les Gilets Jaunes continuent de défiler par milliers les samedis... On en arrive au 23^{ème} acte consécutif, signe de la détermination de ce mouvement !

Mais c'est aussi dans les entreprises, sur nos lieux de travail, que cette résistance s'exprime, comme lors des grèves interprofessionnelles en février et en mars, les enseignant(e)s en avril, les services d'urgence des hôpitaux de Paris actuellement pour protester contre le manque énorme de personnel.



S'Y METTRE TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !

Le ras-le-bol contre le système va au-delà de nos frontières. Les Algériens et Algériennes sont à nouveau descendus par centaines de milliers dans les rues pour réclamer le départ du système. Car si Bouteflika est parti, c'est maintenant tous les autres qui doivent dégager, militaires en tête, piliers d'un régime honni.

Au Soudan, la population est descendue par dizaine de milliers dans les rues : face à ce soulèvement, l'armée a tenté une manœuvre en déposant le dictateur Omar El-Bachir, mais les Soudanais et Soudanaises maintiennent la pression pour que là aussi, ce soit tout le régime qui dégage.

Ici aussi, avant et après le 1^{er} mai, face à Macron et au Medef, il est temps de s'y mettre toutes et tous ensemble. Le 9 mai prochain, les syndicats appellent à la grève dans la Fonction Publique. En réalité, cette journée devrait être une journée de grève interprofessionnelle, dans le public comme dans le privé. Pour nous mettre en lutte toutes et tous ensemble, pour cesser toutes et tous le travail, et pour continuer jusqu'à réussir à imposer une large défaite à ceux qui nous exploitent !

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



ET ÇA CONTINUE ...

Dans la Sarthe, ce sont plus de 800 salariéEs de la papeterie Arjowiggins qui devraient se retrouver sur le carreau. Depuis l'annonce il y a trois mois, ils-elles sont en colère, baladéEs depuis, dans l'attente d'une potentielle reprise, invitéEs par les pouvoirs publics, les élus locaux et les directions syndicales à ne pas trop faire de vagues pour ne pas inquiéter les éventuels repreneurs...

Pourtant le groupe Sequana, propriétaire de l'usine, affiche un chiffre d'affaire de 2,8 milliards d'euros en 2017 : largement de quoi garder tous les emplois, en rognant un peu sur les bénéfices !

Et cette fermeture vient s'ajouter à bien d'autres plans de licenciements annoncés ces dernières semaines par des groupes florissants : Kingfisher, qui devrait fermer 11 magasins Castorama et Brico Dépôt ; Carrefour, qui après avoir supprimé 4 500 emplois l'année dernière, voudrait en supprimer à nouveau 1300 en 2019 ; les groupes automobiles, qui programment 10 à 15 000 suppressions d'emplois, avec entre autres la fermeture des usines de Ford Blanquefort, PSA Saint-Ouen et PSA Hérimoncourt ou encore la menace de fermeture de l'usine Bosch de Rodez...

Un grand mouvement d'ensemble sera vraiment nécessaire pour faire reculer les requins de la finance !

VOICI CE QUE LE GOUVERNEMENT PRÉVOIT POUR VOS ENFANTS DANS LES ÉCOLES-COLLEGES ET LYCEES :

- disparition des écoles primaires dans les communes, telles que nous les connaissons. Le principal du collège de secteur gèrerait ces établissements aidé d'un adjoint en charge de plusieurs écoles. Pour vous parents, la proximité avec les directeurs et directrices sera mise à mal.
 - disparition de l'obligation pour l'état d'accueillir les enfants au plus près de leur domicile. Les élèves seront scolarisés dans l'établissement où il y aura de la place et qui ne sera pas forcément l'école de quartier.
 - moins de classes maternelles avec la création de jardins d'enfants sans enseignant-e-s formé-e-s. Le projet de loi annonce une scolarisation obligatoire dès 3 ans. L'État financera donc des maternelles privées alors qu'aujourd'hui 97 % des élèves de 3 ans sont déjà scolarisés. Il est à prévoir que le budget des écoles publiques soit fortement impacté.
 - de plus en plus d'enseignant-e-s seront recruté-e-s sans formation pour enseigner.
 - les élèves de CP et CE1 des milieux défavorisés sont moins nombreux par classe mais, sans moyens, cela implique plus d'élèves dans les autres classes.
 - l'inclusion des élèves en situation de handicap sera mise à mal par des moyens d'accompagnement trop faibles.
 - la réforme du lycée, avec la perte du caractère national du baccalauréat, la disparition des filières au profit de spécialités inégalement réparties sur les établissements. Les élèves de la classe de seconde devront choisir des options qui détermineront déjà leur orientation. Cette réforme est très inégalitaire en fonction de la taille et de l'implantation des lycées et va provoquer immédiatement une augmentation du nombre d'élèves par classe.
 - la réforme du lycée professionnel va réduire le nombre d'heures d'enseignements pour les élèves et rendre ainsi plus complexe toute poursuite d'étude dans le supérieur.
 - une diminution des moyens dans le secondaire qui aura pour conséquence une augmentation du nombre d'élèves par classe et une augmentation record du nombre d'heures supplémentaires imposées aux personnels.
 - dans les collèges et lycées, des surveillants par ailleurs étudiants, pourront enseigner.
- Et c'est présenté comme « L' ÉCOLE DE LA CONFIANCE »

TRAVAILLER JUSQU'A LA MORT ? NON MERCI

Tom Enders, le patron d'Airbus, est parti en retraite le 10 avril à 60 ans avec une prime de 36 millions d'euros : plus de 2000 ans de SMIC...avec une pension de 900 000 euros net par an.

Et ils font mine de ne pas comprendre pourquoi on accepterait, pour nos retraites, le recul de l'âge légal et la baisse des pensions.

ILS VEULENT ENCORE DÉGRADER NOS RETRAITES

Un temps mis de côté en raison du mouvement des Gilets Jaunes, le « débat » sur les retraites pointe à nouveau le bout de son nez. En effet, la ministre Agnès Buzyn a estimé que « *notre système de retraite ne pourra pas tenir* » et annoncé ne pas être hostile à un relèvement de l'âge de la retraite. Propos jugés « *courageux* » par Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef pour qui « *il faut se poser la question* » de l'âge de départ. Relayé par Xavier Bertrand qui propose de repousser l'âge légal de la retraite à 65 ans.

Elles sont loin les promesses de Macron de maintenir les retraites à 62 ans. On voit bien que de tous ces faiseurs de lois, il y en a bien peu qui ont passé leur vie à travailler Pour leur imposer le retour de la retraite à 60 ans pour tous et 55 pour les travaux pénibles,

il faudra bien un jour mettre le paquet ...

FILIERE AUTO : GARANTIE DE L'EMPLOI POUR TOU(TE)S!

L'usine Bosch de Rodez (Aveyron), qui ne produit que pour le diesel, est menacée. Bosch a été impliqué dans le dieselgate en concevant des logiciels truqueurs. En politicien démagogue, Macron s'était posé en champion du diesel.

Maintenant il soutient les donneurs d'ordre (Renault et PSA), qui bloquent leurs commandes et se tournent vers d'autres technologies. Les travailleurSEs n'ont aucune responsabilité dans cette situation (recherche du profit capitaliste et réchauffement climatique). La garantie de l'emploi est donc leur seule exigence. L'État actionnaire intervient bien dans les affaires de Renault pour la succession de Ghosn. Alors pourquoi pas quand 15 000 emplois sont en jeu ? Le 13 avril, une marche unitaire départementale a rassemblé 2000 personnes, dont Philippe Poutou, en lutte contre la fermeture de l'usine Ford de Blanquefort où il travaille. Un pas vers les luttes d'ensemble, indispensables pour imposer pour de bon la garantie de l'emploi pour toutes et tous.

JAMAIS SANS TOIT !

Le 31 mars, c'est la fin de la « trêve hivernale » : les expulsions locatives vont pouvoir reprendre, tandis que des hébergements d'urgence et des squats vont devoir fermer. Pour le gouvernement, cela représente de petites économies. Pour les pauvres, cela signifie la rue et l'exclusion.

Ce qu'il faudrait, c'est réquisitionner en urgence les logements vides (comme l'exige une loi jamais appliquée) et faire construire de nouveaux logements bon marché.

Macron avait promis « zéro personne à la rue ». Dans les faits, c'est plutôt « zéro euro pour les pauvres »

CENTAINES DE MILLIONS POUR NOTRE DAME DE PARIS

Eh oui, ils en seront tous : Total, Bouygues, Vinci... Sans compter les Arnault (4ème fortune mondiale), Bettencourt (femme la plus riche du monde) ou le "mécène" Pinault ... à verser « généreusement » des centaines de millions pour reconstruire Notre Dame de Paris ... A eux trois, leur fortune personnelle est évaluée au total à 131,9 milliards d'euros. Ne vous inquiétez pas, ce n'est pas leur argent, c'est le nôtre, celui de notre travail, qu'ils nous refusent en augmentations de salaires ou en supprimant des milliers d'emplois. Leur président se refuse même encore à les ponctionner du moindre ISF. Alors ce ne sera pas un miracle !

A PROPOS DE DROITS DE L'HOMME

Carlos a saisi l'ONU pour « violation des droits fondamentaux », qu'il avait lui-même piétinés en empêchant, par des menaces, les salariéEs de l'usine Nissan dans le Mississippi de constituer un syndicat. Ou en s'appuyant sur le dictateur turc Erdogan pour réprimer, licencier et faire condamner des ouvrierEs de l'usine Renault-Bursa qui luttèrent pour leurs salaires.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77